

dépend non pas de systèmes monolithiques qui oppriment des millions de gens, mais de sociétés libres et ouvertes.

Les droits sans frontières

On s'entend de plus en plus pour dire que les événements qui se produisent dans un pays donné ne peuvent être considérés comme des affaires purement intérieures qui ne concernent pas la communauté internationale.

En adoptant cette doctrine de non-ingérence dans la souveraineté des nations, nous avons constaté le cynisme des régimes communistes qui ont inscrit dans leurs constitutions d'innombrables dispositions garantissant les droits des citoyens pour violer quotidiennement ces droits en invoquant ces mêmes constitutions.

Cette situation n'existe plus, sauf en Chine et dans certaines autres régions d'Asie et d'Afrique, mais elle a pratiquement disparu dans tous les pays d'Amérique latine et d'Europe.

Il s'agit là d'un événement d'une importance considérable. Toutefois, les progrès réalisés sont fragiles. Mais notre gouvernement est déterminé à ce qu'on puisse mener à terme la révolution en faveur de l'universalité des droits de la personne et à faire en sorte que ces droits soient garantis.

Nous militons en faveur des droits de la personne parce que nous croyons que c'est ce qu'il faut faire. La majorité des Canadiens nous appuient dans ces initiatives.

Certains croient que nous pouvons demeurer indifférents aux événements qui surviennent dans les autres pays tant que ces événements n'ont pas d'effet négatif sur nous. Ils disent que nous pouvons vendre nos produits à ces pays, voire leur accorder une aide (particulièrement si cette mesure favorise nos ventes).

Or, lorsque des conflits et des massacres se produisent, comme en Yougoslavie, en Azerbaïdjan, en Haïti ou en Somalie, pour ne mentionner que quelques-uns des points chauds du globe, les passifs et les cyniques déclarent que ces événements sont regrettables, mais que nous devons simplement éviter qu'ils n'échappent à tout contrôle et débordent les frontières des pays touchés.

Cette façon de voir est tout à fait erronée.

La nécessité d'agir - Yougoslavie

Jusqu'ici, la guerre civile en Yougoslavie a causé la mort de 6 000 personnes, surtout en Croatie, mais dans tous les camps. Il s'agit d'un conflit entre les majorités et les minorités